

CRECHE L'ILE AUX ENFANTS

5 Avenue du Maréchal Foch

31280 DREMIL LAFAGE

N° Siret : 381 486 398 000 21

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES**

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ND AUDIT S.A.R.L.

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Toulouse

RCS Toulouse B 798 177 838 - APE 6920Z

7 Avenue Victor Molinier - 31570 SAINTE FOY D'AIGREFEUILLE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Présenté aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association
L'ILE AUX ENFANTS

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'ILE AUX ENFANTS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

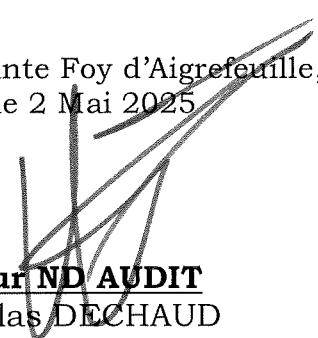
6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Sainte Foy d'Aigrefeuille,
le 2 Mai 2025



Pour ND AUDIT
Nicolas DECHAUD
Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Toulouse

Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

		31/12/2024	31/12/2023		
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...	3 155,00	3 155,00		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, ...	70 978,81	26 065,35	44 913,46	1 517,40
	Autres immobilisations corporelles	197 836,09	191 541,79	6 294,30	9 439,23
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
Participations et Créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		271 969,90	220 762,14	51 207,76	10 956,63
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières					
En-cours de production					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
CRÉANCES					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 778,45	370,50	10 407,95	10 688,29	
Créances reçues par legs ou donations					
Autres créances	110 552,86		110 552,86	113 860,92	
Capital souscrit appelé non versé					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
Actions propres					
Autres titres et Instruments de trésorerie					
DISPONIBILITÉS	21 993,13		21 993,13	50 335,20	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 475,02		1 475,02	336,56	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)		144 799,46	370,50	144 428,96	175 220,97
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		416 769,36	221 132,64	195 636,72	186 177,60



Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	RÉSERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	31 083,39	60 523,61
	REPORT À NOUVEAU	74 475,21	74 475,21
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	-27 679,12	-29 440,22
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	37 191,89	3 014,86
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	115 071,37	108 573,46
	Total fonds reportés et dédiés (II)		
	Fonds dédiés reportés		
	TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 734,11	8 717,73
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	73 601,64	66 132,00
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes	229,60	1 865,83
	Produits constatés d'avance		888,58
	TOTAL DETTES (IV)	80 565,35	77 604,14
	Écarts de conversion passif (V)		
	TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)	195 636,72	186 177,60

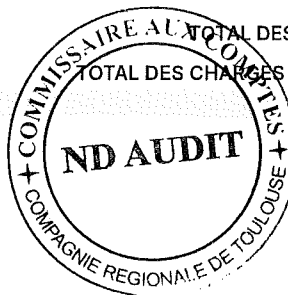


Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 475,00	2 225,00
	Total des ventes de biens et services	543 540,21	393 462,94
	Vente de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	178 707,21	161 996,07
	dont parrainages	364 833,00	231 466,87
	Produits de tiers financeurs	65 550,00	152 316,55
	Concours publics et subventions d'exploitation	65 550,00	152 316,55
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	25 192,69	32 347,56
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	516,35	364,23
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	637 274,25	580 716,28
	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	97 889,57	104 325,68
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	19 415,70	18 107,86
	Salaires et traitements	460 000,13	420 452,24
	Charges sociales	141 883,68	115 337,51
	Dotations aux amortissements et aux provisions	12 327,35	4 406,24
	Sur actif circulant : dotation aux provisions	370,50	
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		
	Report des fonds dédiés		
	Autres charges	657,09	420,26
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	732 544,02	663 049,79
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-95 269,77	-82 333,51



		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 521,10	1 670,28
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		1 521,10	1 670,28
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)			
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		1 521,10	1 670,28
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		-93 748,67	-80 663,23
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion	64 062	50 442
	Sur opérations en capital	7 586	781
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		71 648	51 223
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion	5 579	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		5 579	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		66 069,55	51 223,01
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		710 443,67	633 609,57
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		738 122,79	663 049,79
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-27 679,12	-29 440,22
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature	3 908,52	4 433,17
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
TOTAL		3 908,52	4 433,17
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole	-3 908,52	-4 433,17
TOTAL		-3 908,52	-4 433,17



Annexes



Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 à 31/12/2023.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 195 636,72 €.

Le résultat net comptable est une perte de -27 679,12 €.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Objet social de l'association :

La crèche L'Ile aux Enfants est une structure Associative Loi 1901 qui a pour but de

- gérer une structure d'accueil de la petite enfance « crèche multi-accueil » à responsabilité collective destinée aux enfants de 2 mois à 6 ans en proposant un accueil collectif, régulier, occasionnel et d'urgence
- permettre secondairement, autour de cette structure d'accueil, l'organisation d'activités à caractère éducatif, culturel et social en rapport avec sa fonction première



Moyens d'action de l'association :

L'établissement l'Ile aux Enfants est soutenu par la Caisse d'Allocation Familiale de la Haute-Garonne et la Mairie de Drémil-Lafage

Pour garantir un accueil de qualité et offrir un épanouissement aux enfants, l'association dispose d'une équipe pluridisciplinaire comptant des éducateurs de jeunes enfants, des auxiliaires de puériculture, des personnes titulaires du CAP petite enfance, une infirmière-RSAI et de personnel d'entretien et de cuisine.

La crèche accueille du personnel ayant un projet professionnel dans la petite enfance en formation. Elle intègre conjointement avec pôle emploi et des organismes de formation des personnes en contrats aidés ou contrats d'apprentissage en vue de leur permettre d'acquérir un diplôme dans la petite enfance.

Elle travaille aussi en étroite collaboration avec :

- une l'école maternelle afin de proposer des temps de passerelle aux enfants de plus de 2 ans en vue de leur future rentrée à l'école.
- une ludothèque pour proposer des temps de jeux aux enfants de la crèche.
- l'association des assistantes maternelles de Drémil-Lafage pour élaborer des projets communs : sorties, spectacles...

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les Immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les Immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.

Les Immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A



Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Frais de Recherche et Développement

Comptabilisation en charges :

Les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges sur l'exercice au cours duquel elles sont engagées

Stocks

Les stocks sont évalués selon :

- La méthode premier entré, premier sorti (FIFO)
- La méthode du coût moyen unitaire pondéré (CUMP)

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Avances remboursables

Les avances reçues d'organismes publics ou privés pour le financement des activités de la Société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Autres fonds propres ». Les intérêts correspondants sont présentés au passif du bilan en Emprunts et dettes financières diverses.



Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Les aides financières visant à soutenir le fonctionnement et les projets de l'association accordées sur l'exercice 2024 sont :

- de la part de la CAF : 364 833€
- de la part de la Mairie de Drémil Lafage : 65 650€ (hors subvention exceptionnelle)

A la suite des difficultés financières rencontrées par la crèche l'ILE AUX ENFANTS, la Mairie de Drémil Lafage a décidé d'octroyer une subvention exceptionnelle à hauteur de 50 000 € au titre de 2024. Cette subvention a été perçue au cours de l'exercice.

Des travaux de rénovation des lieux d'accueil des enfants ont été engagés et subventionnés pour partie par la CAF, à hauteur de 41 763€. Une partie de ces travaux ont été pris en charge par le bailleur, à hauteur de 10 515€.

Le résultat exceptionnel tient compte de la reprise de subventions provisionnées lors des exercices précédents mais non versés, à hauteur de 3 600€.

Emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont le cas échéant comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les emprunts ont été octroyés.

Frais d'augmentation du capital

En application de la méthode de référence (ANC 2018-01), les frais d'émission de capital sont comptabilisés au bilan, en déduction de la prime d'émission.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Autres immobilisations incorporelles	3 155			3 155
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...	18 400	52 578		70 979
Autres immobilisations corporelles	197 836			197 836
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				



- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
 (B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Fonds commercial				
Autres	3 155			3 155
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...	16 883	9 278	96	26 065
Autres	188 397	3 145	0	191 542
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
 (B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
 (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des partici...				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux	371	371		
Autres créances clients	10 408	10 408		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. soci...	771	771		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	474	474		
Divers	109 215	109 215		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	94	94		
Charges constatées d'avance	1 475	1 475		
TOTAL	122 806	122 806		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exe...				
Prêts et avances consentis aux as...				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	1 475	
TOTAL	1 475	



Informations relatives au passif



Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à r...	-89	
TOTAL	-89	

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parve...	3 300	
Personnel - Dettes provisionnées ...	33 148	
Organismes sociaux - Charges so...	9 613	
Organismes sociaux - Autres char...	4 192	
État - Charges à payer	-474	
TOTAL	49 779	



Honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 300 euros au titre du contrôle légal des comptes.

Contributions volontaires en nature

Les heures de bénévolat consacrées par les parents au bon fonctionnement de l'association.
Une estimation du nombre d'heures mensuel par parent a été établie.
Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat à hauteur de 329 heures qui a été valorisé selon le SMIC horaire en vigueur pour l'année 2024, soit 11.88 €, majorée des charges sociales et fiscales à hauteur de 32%.
La valorisation du bénévolat de l'exercice s'élève ainsi à 3 908.52 €

Rémunération des cadres dirigeants

La rémunération des trois personnes les mieux rémunérées de l'association s'élève à 105 766 € brut pour l'exercice 2024.